

Sommes-nous toujours en FRANCE ?*

Un commentaire

Shmuel Trigano

Le récent «scandale» consécutif à

l'émission de France 2, « Un œil sur la planète », consacrée à la déclaration de l'Etat palestinien doit être tenu pour un indice de la réalité, et pas seulement pour un objet de controverse (par ailleurs tout à fait fondée). Il faut tirer en effet quelques enseignements de ce qui se passe depuis de nombreuses années, exactement depuis l'apparition, en 2001, d'un antisémitisme actif, le pseudo « antisionisme ». Le fait que l'émoi ait été limité à certains milieux juifs et n'ait pas débordé sur un cercle plus large de l'opinion publique est déjà le symptôme d'un isolement social et d'une marginalisation réels de ce qui était *autrefois* « la communauté juive ». Le renvoi à l'envoyeur de la plainte des Juifs par les faiseurs d'opinion et les journalistes le confirme. Au lieu d'être écoutés et de voir leur plainte au moins examinée, les plaignants se sont vus éconduits pour leur « extrémisme », leur « agressivité » et leur « intolérance ». Les chiens de garde habituels ont hurlé à la censure pour leur intimer le silence et le corporatisme de la classe médiatique a serré les rangs pour faire bloc. Et tout sera étouffé, malgré la démarche que feront certaines institutions et associations juives... Comme si la parole des Juifs de France, pourtant citoyens, ne passait plus.

Cette réalité est très grave par ce qu'elle révèle de l'état des lieux. Ou bien effectivement la position juive est abusive ou bien elle est juste. Or elle est juste comme la chose est démontrée très précisément par A+B par Anne Lifshitz-Krams.

Durant la période qui a vu la présentation de la demande palestinienne à l'ONU, une conscience juive instruite de la réalité aurait pu avoir l'impression, à l'écoute des médias, de se trouver dans la société d'un pays arabe, tant la perspective naturellement et *unanimentement* adoptée était celle de la cause palestinienne, sans aucune nuance ni aucun débat : totale et parfaite identification, de surcroît paternaliste et moralisatrice envers Israël. On peut tout à fait comprendre un tel état de faits dans un pays arabe tant l'endoctrinement anti-israélien et antisémite est ancien et, aujourd'hui, très puissant au point que dans la future constitution tunisienne devrait être inscrit un article interdisant de faire la paix avec Israël. Cependant, on ne peut le comprendre ni en admettre la rationalité dans une société française, en principe hors de la scène du conflit.

C'est justement la question que l'on peut se poser : entre les déclarations ahurissantes de Juppé (Israël ne peut être un Etat « juif », ou « l'échange *équilibré* entre un soldat israélien enlevé et mille terroristes ») et les mêmes échos de Sarkozy sur l'Etat juif, le vote favorable à l'UNESCO pour l'admission de « la Palestine » et cet état de l'opinion, en une époque où la France adopte le CNT libyen dont le premier souci est de faire de l'islam une religion d'Etat, nous pouvons nous demander effectivement si nous sommes dans la France que nous connaissons.

J'ai écrit en 2006 un livre *L'Avenir des Juifs de France* (Grasset) où j'arrivais à un certain nombre de conclusions découlant d'une étude des mutations de la société française (et pas seulement en rapport avec la population immigrée) et de la condition juive dans ce pays. Ce livre a été exclu non seulement du débat national mais aussi juif. Il gênait trop par ses conclusions mais l'évolution n'a, hélas, fait que les confirmer. Le point final est-il proche d'être posé ?

* Sur la base d'un article paru dans *Actu J*, jeudi 3 novembre 2011